

Trahison & huile de rose
Centenaire de l'accord Sykes-Picot — 2nde partie
Claudius Weise

L'accord Sykes-Picot, signé le 16 mai 1916 sur la réorganisation du Proche Orient avait partagé cette région conformément aux intérêts de la Grande-Bretagne et de la France en deux zones d'influence. Parce qu'on ne fut pas en mesure d'obtenir un accord sur l'appartenance de la Palestine, celle-ci dut être placée sous contrôle international. Dans les mois et les années qui suivirent, tout particulièrement la Grande-Bretagne tenta sur ce point de faire des crocs-en-jambe à cet accord. Par ailleurs, il y eut des aspirations britanniques de se jouer des Français également en relation avec la Syrie.

Herbert Samuel, le rejeton né en 1870 d'une famille de banquier originaire de Toxteth, près de Liverpool, était un membre proéminent du parti libéral et fut élu au Parlement britannique en 1902. En 1909, il devint membre du cabinet du premier ministre Herbert Asquith, où il occupa divers postes — en partie obscurs — jusqu'à ce qu'il fût nommé ministre de l'intérieur en 1916. Il était le premier Juif non baptisé au cabinet britannique et quoique pas particulièrement religieux, il faisait partie des promoteurs de l'idée d'un état juif en Palestine. Samuel devint actif au moment où éclata la première Guerre mondiale, qui fit apparaître comme dépassée la politique de la Grande Bretagne traditionnellement orientée sur le maintien de l'empire ottoman. En janvier 1915, déjà il soumit un mémoire à Asquith sur « L'avenir de la Palestine », qui proposait d'y établir un état juif sous protectorat britannique¹. La minorité juive, argumentait Samuel, ne peut pas dominer sur la majorité arabe sans soutien étranger, alors que la Grande-Bretagne, au moyen d'un tel protectorat, pourrait rehausser son prestige et mieux protéger le canal de Suez stratégiquement important. Une Palestine sous domination française serait au contraire problématique, parce qu'on ne peut pas compter sur des relations qui resteraient toujours amicales. Par ailleurs on y gagnerait l'appui de la diaspora juive à la Grande-Bretagne, à l'occasion de quoi il tirait ainsi adroitement profit de la représentation-cliché d'une puissante « juiverie mondiale »².

Mancœuvres & contre-mancœuvres

Asquith réagit avec une très grande réserve, comme les autres collègues du cabinet, auxquels fut présenté, en mars 1915, une version retravaillée. Le ministre de la guerre, Herbert Kitchener fit valoir toute son autorité contre cette idée : la Palestine n'a aucune valeur stratégique ou autre³. Seul le ministre des finances, Lloyd George était pour, ce qu'Asquith commenta par des paroles incisives, à savoir que « celui-ci se souciait comme d'une bouse pour le passé ou l'avenir des Juifs, mais ce serait un scandale pour lui si les lieux saints de la Chrétienté tombaient en possession de la « France agnostique et athée »⁴. Ceci n'était pas juste sur ces entrefaites, car Lloyd George, lorsqu'il était jeune avocat, avait travaillé pour le mouvement sioniste et était en outre originaire d'un courant britannique protestant qui, depuis le 17^{ème} siècle, préconisait une colonisation de la Terre sainte par des Juifs européens⁵.

¹ Le texte de ce mémoire est accessible sous : https://en.wikisource.org/wiki/The_Future_of_Palestine

² Voir James Barr : *A Line in the Sand — Britain, France and the Struggle That Shaped the Middle East [Une ligne tracée dans le sable — Grande-Bretagne, France et la lutte qui configura le Moyen-Prient]*, Londres 2012, pp.32 et suiv. et David Fromkin : *A Peace to End All Peace : The Fall of the Ottoman Empire and the Creation of the Modern Middle East [Une paix pour mettre un terme à toute paix: la chute de l'empire ottoman et la création du Moyen-Prient moderne]*, New York 2009, pp.262 et suiv.

³ Asquith avait justement lu le roman « *Tancred* » de l'ancien premier ministre Benjamin Disraéli — un Juif baptisé —, qui propageait pareillement l'idée d'un état juif et remarqua sarcastique : « C'est un exemple remarquable pour la devise préférée de *Dizzy* [Disraéli] : « La race est tout » de la voir faire ainsi irruption d'une manière carrément lyrique du cerveau bien ordonné et méthodique de H[erbert] S[amuel]. » Fromkin, p.270.

⁴ Barr, p.35.

⁵ Voir Fromkin, pp.267 et suiv.

Pourtant, un an plus tard, on reconnut dans la proposition de Samuel une possibilité d'encourager ses propres intérêts sans se faire remarquer. Le ministre des affaires étrangères, Edward Grey, interrogea le gouvernement français, dès le 11 mars 1916 — et donc deux mois avant la ratification de l'accord Sykes-Picot — afin de savoir ce qu'il pensait de l'éventualité que la Grande-Bretagne déclarât publiquement son soutien pour le projet sioniste afin de gagner la sympathie de la diaspora juive pour l'Entente. Les Français écartèrent cette idée. Selon eux l'idée d'un état juif était « risible et sans valeur pratique »⁶. Néanmoins, ils poursuivaient leurs propres plans. Quatorze jours après la question de Grey, le premier ministre Aristide Briand écrivit à Moscou : « Réflexion faite, après y avoir regardé de plus près, le gouvernement français (qui ne pouvait ignorer du reste le très fort sentiment qui agitait l'opinion [publique] de France de réclamer la Palestine) se trouvait sous la pression de difficultés presque insurmontables qui faisaient obstacle à l'établissement d'un régime international dans une région aussi particulière et éloignée.⁷ » Le 26 avril 1916, les Russes garantissaient à leur vieille alliée qu'ils interviendraient après la guerre pour remplacer le gouvernement international par celui français.

Ces machinations passèrent parfaitement inaperçues de Mark Sykes, bien qu'il séjournait justement cette semaine-là à Saint-Petersbourg avec François-Georges-Picot, pour porter l'accord à la connaissance des Russes. Que dans le futur de la Palestine, le sionisme pût jouer un rôle, il n'en fut conscient que peu avant son départ et fortuitement seulement — au moyen d'une remarque d'un officier du service du renseignement. Stimulé par la proposition de Samuel et encouragé par la connivence de la Russie pour une colonisation juive de la Palestine, il développa, en présence de Georges-Picot, le plan quelque peu confus d'y établir de ce côté-là un émirat arabe indépendant avec la Grande-Bretagne et la France comme puissances garantes communes, dans lequel d'un autre côté une société de colonisation, se trouvant sous la protection britannique exclusive, devait promouvoir le projet sioniste. Un télégramme, par lequel il porta cette initiative à la connaissance de Grey, lui renvoya à dire vrai par retour de courrier, la stricte instruction de ne pas même pas mettre un doigt dans cette affaire⁸.

Un aventurier entre en lice

Peu après, le 5 juin 1916, le croiseur cuirassier britannique « HMS Hampshire », par une mer démontée heurte une mine allemande et coule, entraînant presque la totalité de l'équipage dans la mort — parmi lequel Kitchener qui se rendait en Russie. Le même jour, le chérif de La Mecque, Hussein Ibn Ali, débuta son soulèvement planifié contre les Ottomans. Étant donné qu'après un début prometteur, il n'arriva pas bien loin et fut à peine en mesure de rallier d'autres meneurs de clans, les Britanniques envoyèrent en soutien plusieurs officiers observateurs. L'un d'entre eux était Thomas Edward Lawrence, né en 1888, par la suite connu comme « Lawrence d'Arabie ». Celui-ci possédait une connaissance incroyablement plus profonde du monde arabe que Sykes ou Georges-Picot. En tant que jeune étudiant en archéologie, il avait voyagé seul et à pied au travers de la Syrie et la Palestine, à fin d'études pour un travail de doctorat de l'Université d'Oxford sur l'architecture des châteaux de Croisés. Par la suite, il participa à des campagnes de fouilles en Mésopotamie et à une expédition au

⁶ Barr, p.33.

⁷ Christopher M. Andrew : *The Climax of French Impérial Expansion [L'apogée de l'expansion impériale française]* Stanford 1982, pp.100 et suiv. Le ministre russe des affaires étrangères, Sasonov persuada aux Français d'étendre leur zone d'influence — confinant originellement plus à la Perse — vers l'ouest et d'abandonner pour cela à la Russie l'Anatolie orientale, avec le domaine d'implantation principale de l'Arménie chrétienne orthodoxe. Cela réussit d'autant plus aisément qu'il était parfaitement clair pour les Français que leur zone d'influence avait été pensée par les Britanniques comme une zone tampon vis-à-vis de la Russie. Voir *ebenda* et Fromkin, pp.198 et suiv.

⁸ Voir Fromkin, p.197 et Scott Anderson : *Lawrence in Arabia : War, Deceit, Imperial Folly and the Making of the Modern Middle East [Lawrence en Arabie : guerre, tromperie, folie impériale et la fabrication du Moyen Orient moderne]*, Londres 2014, pp.230 et suiv.

travers du désert du Néguev. Lawrence connaissait et appréciait les Arabes, parlait couramment leur langue et se mélangeait volontiers à eux dans leur manière de s'habiller. Tout autrement que les Français, dont il jugeait d'une façon extrêmement critique la prise d'influence en Syrie. Cette animadversion s'était encore renforcée, lorsqu'à l'éclatement de la guerre, il avait été affecté au service de renseignement militaire au Caire et y avait rencontré des supérieurs, qui avaient encore vécu la crise de Fachoda et s'en souvenaient. « Pour autant que cela concerne la Syrie », avait-il écrit en février 1915, « la France c'est l'ennemi et non pas la Turquie »⁹.

Lorsqu'en mai 1916, le contenu de l'accord Sykes-Picot transpira au Caire, la réaction générale qui persista, comme Lawrence le déclara par la suite, ce fut d'avoir envie de vomir¹⁰. Il en agrippa d'autant plus avidement la possibilité qui lui fut alors offerte d'échanger son travail de bureau ennuyeux pour plonger dans une aventure. Quoiqu'il ne fût chargé véritablement que de se procurer une impression de la situation de l'endroit, il expliqua à ses supérieurs — en prouvant ainsi qu'il avait connaissance de sa propre valeur — que les révoltés avaient purement et simplement besoin d'armes, de munitions, d'argent et d'un conseiller plein de ressources comme lui-même, pour pouvoir faire de meilleurs progrès. En outre, le chérif peu charismatique devait être remplacé à la direction de la révolte par l'un de ses fils. Le choix de Lawrence échut sur Faysal, âgé de 33 ans, dépourvu de caractère fort, certes, mais sérieux et raisonnable tout en ayant l'air, avec son visage maigre plein de noblesse, d'un roi-né. Les contacts de Faysal avec les nationalistes syriens parlaient pareillement en sa faveur. Car Lawrence voulait au plus tôt conquérir Damas, pour « exorciser les Français de tous leurs espoirs en Syrie »¹¹. Pourtant, en attendant, les révoltés se concentrèrent sur des actes de sabotage et d'escarmouches, pour user et démoraliser l'occupant ottoman.

Préparations pour l'invasion

Au début de décembre 1916, Asquith et Grey se retirèrent. Le nouveau chef du gouvernement devint Lloyd George, qui se positionna pleinement derrière l'idée d'un état juif. Le lendemain de la déclaration de guerre à l'empire allemand du président américain Woodrow Wilson, le 2 avril 1917, Lloyd George petit déjeuna avec le dirigeant sioniste, Chaim Weizmann et lui assura que la Palestine serait pour lui la « partie réellement intéressante de la guerre »¹². Il rencontra après cela Sykes — qui était sur le point de partir pour l'Égypte avec Georges-Picot — et lui assigna de ne plus faire aucunes promesses aux Arabes. Insouciant, Sykes divulgua devant Georges-Picot ce qui se trouvait derrière cela : parce que les Sionistes penchaient pour un protectorat britannique, son pays croyait avoir une revendication particulière sur la Palestine. Georges-Picot flaira aussitôt la tentative de faire un croc-en-jambe à l'accord conclu avec Sykes, pourtant son collègue, Robert de Caix, lui remontra en balance que cette idée n'avait aucune sorte de sens pratique, parce que les Britanniques ne seraient jamais aussi stupides au point de poursuivre une politique qui dût avoir pour conséquence de graves difficultés entre Arabes et Juifs. Or ce fut exactement le cas¹³.

En Égypte, Sykes et Georges-Picot discutèrent des implications politiques de l'invasion britannique de la Palestine planifiée pour 1917¹⁴. Après cela, Sykes rendit visite au chérif Hussein et à Faysal pour

⁹ Barr, p.39. Les souvenirs de Lawrence, publiés sous le titre quelque peu induisant en erreur : *Les sept piliers de la sagesse*, sont certes romantiques, toujours est-il qu'ils sont toujours très dignes d'être lus.

¹⁰ Voir Anderson, p.163.

¹¹ Barr, p.39.

¹² Fromkin, p.287.

¹³ Voir Barr :, p.35.

¹⁴ Georges-Picot considérait cette invasion comme une atteinte portée aux intérêts français et s'en plaignit : « Londres considère notre accord comme une lettre morte ». Fromkin, *ibenda*. Le plan soutenu par lui d'une invasion française du Liban, affligé d'une famine en 1916, avait échoué la même année à la réflexion de l'état-major général selon l'expertise

leur expliquer, à gros traits, son accord conclu l'année précédente avec Georges-Picot. Il put après coup rapporter avec satisfaction que tout deux avaient réagi de manière relativement placide. Cela tenait assurément au fait que le chérif jugeait sa correspondance entretenue avec le haut commissaire Henry McMahon comme obligeante et Faysal avait déjà été secrètement mis au courant, quant à lui, par Lawrence des détails de l'accord¹⁵. Deux jours après, le 7 mai 1917, ces deux personnalités si différentes se rencontrèrent. Lawrence reprocha à son duelliste l'absence de grand style à l'égard des Arabes, tandis que Sykes lui rétorqua que l'indépendance complète de ces derniers n'eût comme résultat que pauvreté et chaos. Lawrence, définitivement désillusionné, ne put encore qu'en conclure que les grandes puissances reculeraient devant une recomposition de l'accord Sykes-Picot, si les Arabes parvenaient à conquérir la Syrie de leur propre chef¹⁶.

Lawrence était prêt à mettre en jeu sa propre vie pour cela. Peu après sa rencontre avec Sykes, il se consacra à un voyage audacieux dans l'intérieur même de la péninsule arabique. Deux mois plus tard, il en resurgit mystérieusement, comme du néant, avec une armée de guerriers tribaux devant le port stratégiquement important d'Akaba et le conquiert. Ce fut un succès sensationnel et le général Edmund Allenby, qui était sensé mettre en œuvre l'invasion palestinienne, se laissa convaincre par Lawrence que les libres combattants arabes pouvaient lui apporter une couverture nécessaire sur son flanc est. De ce fait, ceux-ci devinrent officiellement des alliés britanniques, ce qui leur promettait une meilleure prise en compte de leurs intérêts. Aussi le vif Sykes effectua-t-il aussitôt une pirouette complète après la conquête d'Akaba et convint dans une lettre que son accord conclu avec Georges-Picot se trouvait désormais « passablement en opposition à l'esprit du temps », c'est pourquoi il se rendit à Paris et voulut expliquer aux Français que la révolte des Arabes était leur seul et unique espoir : « Le colonialisme c'est du délire et P[icot] et moi nous pouvons le leur démontrer.¹⁷ »

Rien, à vrai dire, ne ressortit de ce voyage. Sykes défendait donc aussi la thèse, dans la même lettre, que les Arabes devraient seulement passer une décennie seulement sous la tutelle de l'Entente, avant d'être capables de se gouverner eux-mêmes. Lawrence, à qui cette lettre fut présentée, demanda acrimonieusement en retour comment, en vérité, devraient pouvoir être accordées entre elles entre temps les diverses promesses qui avaient été faites aux Arabes, Français et Juifs. Sykes en avait donné entre temps un échantillonnage, car lui et Georges-Picot avait négocié, avant la conquête d'Akaba encore, avec le chérif Hussein sur le statut futur du Liban. Comme le chérif ne connaissait pas les détails de l'accord Sykes-Picot, ni Georges-Picot ceux de l'échange épistolaire avec McMahon, Sykes fut en mesure d'imposer la formule supra-fourbe que le Liban à l'avenir dût avoir le même statut que Bagdad. Pour préciser, l'accord permettait une annexion de Bagdad, l'échange épistolaire, lui, seulement une amodiation temporaire— et c'est la raison pour laquelle, après coup, tant Georges-Picot que le chérif crurent avoir été joué chacun par l'autre¹⁸.

duquel, il était affirmé pour la justifier, entre autre, que le Libanais était « en général un bluffeur et un menteur ». Andrew, pp.107 et suiv.

¹⁵ Anderson, pp.309 et suiv.

¹⁶ Il n'existe certes aucunes notes écrites de l'entretien, mais des lettres qui furent rédigées après et qui autorisent des déductions *a posteriori*. Voir Barr, p.37. Une première rencontre avait eu lieu en 1915 déjà, alors que Sykes faisait une halte au Caire. Lawrence, de tempérament et de caractère contraires à ceux de Sykes, développait à l'égard de celui-ci une aversion cordiale : « De la vision qu'il s'en faisait, Sykes incarnait la caractéristique irritante de l'Angleterre *edwardienne*, cette mouche à viande noble, un homme, dont les idées écervelées ne trouvent une audience que sur la base de son origine et de l'impudente confiance en soi avec laquelle il les extériorise. » Anderson, p.307.

¹⁷ Voir Barr, p.53 et Fromkin, p.320.

¹⁸ Anderson, pp.317 et suiv. Le secrétaire d'état Arthur Nicolson tenta peu après en vain de démêler l'embrouillamini occasionné par Sykes dans un rapport au Cabinet britannique. Voir à l'endroit cité précédemment, p.362.

Un lieu « national où l'on est chez soi »

Ces contradictions internes commencèrent nonobstant à affleurer en surface, au moment où le général Allenby, à la fin d'octobre 1917, lança une attaque dans le sud de la Palestine. Le gouvernement britannique estima dès lors à propos de rendre public son soutien apporté au projet sioniste, ce qu'il fit le 2 novembre 1917 sous la forme d'une lettre d'Arthur Balfour — devenu entre temps ministre des affaires étrangères — adressée au dirigeant sioniste Lionel Rothschild. Cette lettre, devenue célèbre sous le terme de « déclaration Balfour » renferme un « commentaire de sympathie avec les efforts juifs sionistes » avec cette phrase décisive :

Le gouvernement de Sa Majesté considère avec bienveillance l'établissement d'un lieu national où l'on se sent chez soi pour le peuple juif en Palestine et fera de son mieux pour faciliter la réalisation de ce but, à l'occasion de quoi, bien entendu, rien ne doit survenir qui pût remettre en cause les droits de citoyenneté et religieux des communautés non-juives existantes en Palestine ou bien les droits et statuts politiques des Juifs dans d'autres pays.¹⁹

Le motif se trouvant véritablement là-dedans, à savoir, empêcher le gouvernement international de la Palestine extorqué par Georges-Picot, restait en vérité inexprimé. Mais il apparut patent au moment où, le 11 décembre 1917 [jour commémoratif du prophète Daniel ! *ndt*], Allenby entra solennellement dans Jérusalem, avec Lawrence et Georges-Picot à sa suite²⁰. Lors du buffet froid qui suivit, le Français annonça qu'il entreprendrait dès le lendemain le pas nécessaire de l'installation d'un gouvernement civil. Pendant que, pour le reste des invités le sandwich au foie gras coincait dans leur gosier, Allenby lui fit alors clairement comprendre par de rudes paroles que ceci ne pourrait se faire que lorsque la situation militaire le permettrait et ceci selon son jugement à lui — et que jusqu'à nouvel ordre, ce n'était pas le cas²¹.

De fait, l'accord Sykes-Picot semblait destiné dès ce moment-là à la poubelle de l'histoire. En Russie, les Bolcheviques avaient pris le pouvoir et publiaient tous les traités secrets signés par le régime tsariste, parmi lesquels aussi celui-ci. Un grand cri public en fut la conséquence et Lloyd George, qui tenait sans plus cet accord pour « extravagant au moindre égard »²², se vit contraint, par l'opposition du *Labour Party*, à déclarer que la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine auraient le droit d'établir une formation étatique autonome²³. (Sur les détails duquel, il garda le silence.) Quelque peu au même moment, le Président Wilson publia ses célèbres « 14 points », dont le douzième, le droit d'autodétermination des peuples se transposa comme suit au Proche-Orient : « Aux parties turques de l'actuel empire ottoman doit être garantie une autonomie inconditionnelle. Pour les nationalités restantes, par contre, qui à l'époque se trouvaient sous la domination turque, devait être conférée une sécurité de vie authentique et une occasion pleinement paisible de développement autonome. »

Coups d'œil dans l'avenir

Sykes aussi dut admettre entre temps que l'humanité pouvait seulement dès lors comprendre l'accord, auquel il associa son nom, comme une « mesure réactionnaire » : Il était « mort et enterré » et au plus tôt rejeté au mieux »²⁴. Il eût préféré le rebaptiser en « accord anglo-franco-arabe »²⁵, et ainsi ne plus

¹⁹ Sykes transmet à Weizmann la bonne nouvelle de cette lettre avec les paroles divertissantes : « Dr. Weizmann, c'est un garçon ! ». Fromkin, p.297.

²⁰ Une vidéo de cet événement est disponible sous <http://www.colonialfilm.org.uk/node/6131>.

²¹ Voir Anderson, p.152 et Barr, p.58. Georges-Picot avait déjà été nommé, quelque peu prématurément, en avril 1917 haut commissaire français pour la Syrie et la Palestine. Voir Samir Kassir : *Beirut*, Bognor Regis 2011, p.252.

²² Fromkin, p.344.

²³ Barr, p.60.

²⁴ *Ebenda*.

²⁵ Anderson, p.462.

jamais se trouver associé avec lui. Mais même quant à son contenu, il ne put s'en détacher. Lorsqu'en mai 1918, sept représentants des alliances nationalistes secrètes de Syrie requièrent des Britanniques et des Français d'exposer leurs intentions en rapport à une Arabie indépendante²⁶, lui et Georges-Picot reçurent mandat pour leur donner une réponse. Après de longues tergiversations, tous deux se mirent d'accord sur une déclaration promettant aux Arabes ces régions « qui avaient été libérées de la domination turque jusque-là par la force propre aux Arabes » durant la guerre actuelle. Cela sonnait plein de promesse — tout en autorisant totalement l'interprétation consciente que seules les régions libérées au *moment actuel* devaient être indépendantes. Or cela ne représentait pas plus que la péninsule arabe qui avait été réservée initialement sans plus aux Arabes²⁷.

Sur cette péninsule, se concoctaient et se tramaient ensemble, entre temps de nouveaux désagréments. La publication de l'accord Sykes-Picot ainsi que de la « déclaration Balfour », avait en effet éveillé un doute naturel chez de nombreux Arabes quant à savoir si l'alliance du chérif Hussein conclue avec la Grande-Bretagne avait été une résolution correcte au sens de leur indépendance. Un vieux rival de la péninsule arabe, Abdul ibn Saud, vilipenda aussitôt Hussein comme lèche-bottes des Britanniques et se hissa à la tête de l'opposition arabe intérieure²⁸. Il ne restait rien d'autre au chérif que de ce lier plus étroitement encore aux Britanniques. (Lawrence reconnu avec un flair prophétique quel danger émanait de ibn Saud et du courant radical de l'Islam défendu par lui, pour le wahhabisme. Au début de 1916, déjà, il avait expressément mis en garde²⁹. Sykes par contre avait répondu avec assurance à la question inquiète de Kitchener, à la fin de 1915 : « Y a-t-il encore ce wahhabisme ? » : « Je pense que c'est un feu qui s'éteint peu à peu. »³⁰)

Dans cette situation difficile, Faysal se déclara prêt à participer à une rencontre arrangée par les Britanniques avec Weizmann. La rencontre du 4 juin 1918 se déroula de manière encourageante. Weizmann qui, en tant que signe de bonne volonté, portait un couvre-chef arabe, écrivit par la suite : « C'est une personnalité dirigeante ! Il est passablement intelligent et c'est un homme sans détour, l'image de ce qu'est un Homme ! Il n'est pas intéressé par la Palestine, mais veut d'un autre côté Damas et tout le nord de la Syrie »³¹. Weizmann tenta de gagner Faysal pour l'idée d'un soutien réciproque et répéta sa proposition quelques jours plus tard vis-à-vis de Lawrence. Celui-ci se montra ouvert, mais conseilla avant tout de devenir concret. Au sujet des plans de ses vis-à-vis, il nota : « le Dr. Weizmann espère en une Palestine complètement juive en cinquante ans et en une Palestine juive derrière la façade britannique pour le moment présent.³² » Bien qu'il se trompait de vingt ans, Lawrence fut ici aussi un prophète : Israël déclara son indépendance le 14 mai 1948 et trois jours plus tard Chaim Weizmann en fut élu le premier président.

divergentes chez Fromkin (p.331) et Anderson (pp.453 et suiv.)

²⁶ Le groupe fut connu comme les « Sept Syriens » Voir les expositions quelque peu divergentes chez Fromkin (p.331) et Anderson (pp.453 et suiv.).

²⁷ Voir Anderson, p.454 et remarques p.358, ainsi que Fromkin, p.331.

²⁸ Anderson, pp.427 et suiv. Du reste, ibn Saud fut aussi subventionné par les Britanniques, quoique dans une moindre mesure que le chérif de La Mecque. Des fonctionnaires coloniaux de l'Inde se trouvaient là-dedans, qui dirigeaient leur attention sur le golfe persique.

²⁹ Anderson, p.165.

³⁰ Fromkin, p.326.

³¹ Fromkin, p.324. Voir Anderson, p.446. Sykes avait écrit auparavant une lettre à Faysal en lui recommandant les Juifs comme partenaires d'alliance avec le remarquable argument : « J'exprime la vérité lorsque j'affirme que cette race [quoique] méprisée et faible, est omniprésente et toute puissante et ne peut pas être assujettie. » Tom Segev : « *One Palestine Complete : Jews and Arabs under the British Mandate [Une Palestine complète: Juifs et Arabes sous mandat britannique]*, New York 2000, p.111.

³² Anderson, pp.448 et suiv.

Les événements de Damas

La disponibilité de Faysal à s'arranger avec les sionistes n'était certes pas partagée par son père lequel glissait peu à peu dans l'insignifiance ; mais elle inaugurerait aux Britanniques la possibilité de jouer les Arabes en Syrie contre les Français comme en Palestine ils avaient joué les Juifs. On espéra donc pouvoir imposer ses intérêts, sous le manteau de ce genre de « droit d'autodétermination des peuples » proclamé par Wilson³³. Conformément à cela, on organisa des réflexions avant la conquête de la Syrie pour savoir comment remplir à la lettre l'accord Sykes-Picot tout en pouvant agir à l'opposé de son esprit. Ainsi les stipulations que les Français seraient affaiblis, partout où, une administration militaire britannique était mise en place et qu'une administration civile était autorisée à y être installée, en s'arrangeant de sorte que l'administration militaire en question soit maintenue d'une manière la plus rudimentaire possible. En outre la Syrie ne devait pas être traitée comme un pays ennemi occupé, mais plutôt comme un territoire d'une puissance alliée. Pour souligner ceci, il fut ordonné de hisser sur toutes les villes conquises le pavillon de la révolte arabe — lequel n'était précisément aucun autre que celui que le machinateur Sykes avait esquissé quelques mois auparavant. Conformément à cela, Damas devait être conquise par des troupes arabes sous la direction de Faysal, pour appuyer la revendication de celui-ci sur la Syrie³⁴.

Mais tout prit une tout autre tournure. L'occupation ottomane s'enfuit avec précipitation dès le 30 septembre 1918 et de grands dignitaires locaux hissèrent le pavillon de la révolte de leur propre main. La cavalerie australienne, qui avait reçu l'ordre d'entourer en arc discrètement Damas, méprisa cet ordre subtil et entra dans la ville à l'aurore du 1^{er} octobre — suivie de très près d'un groupe de guerriers tribaux et de Lawrence qui s'était installé entre deux compagnons sans hésiter dans une *Rolls Royce* blindée. « Des derviches dansaient tout autour de nous », se rappelait un accompagnateur par la suite : « les chevaux des Bédouins nous frayaient un chemin en sautant et caracolant au travers de la foule dense et pressée, tandis que depuis les balcons et les toits, des femmes voilées faisaient pleuvoir sur nous des fleurs et — ce qui était bien pire — de l'huile de rose. Il me fallut des semaines pour ne plus sentir le parfum de l'essence de rose sur mes vêtements.³⁵ »

Pourtant un retour à la raison se redressa. Deux jours plus tard, Allenby assumait la tâche désagréable d'expliquer à Faysal, entre temps bien arrivé à destination, que jusqu'à un traité de paix définitif, l'accord Sykes-Picot vaudrait encore pour le moins *pro forma*. Par conséquent, la Syrie se trouverait sous protection française (avec Georges-Picot dans le rôle de haut-commissaire)³⁶ et Faysal serait placé sous contrôle français par la personne d'un officier de liaison. Par ailleurs le Liban — ce par quoi on désignait alors toute la bande côtière syrienne — serait directement contrôlé par la France. Lorsque Faysal protesta violemment et affirma, contrairement à la vérité, qu'il n'avait rien su de ces machinations, Allenby s'adressa tout surpris à Lawrence : « Mais n'avez-vous pas dit que la France dût avoir le protectorat sur la Syrie ? », « Non, *Sir*, je ne savais rien de cela », mentit celui-ci. Sur le Liban il n'eut pas de réponse non plus. Mais Allenby ne se laissa point manœuvrer par ses tentatives de mystification douteuses et tenta de calmer Faysal avec l'argument que tout ceci n'était que purement et simplement provisoire. Comme avec cela il n'y réussit point, il dit à Faysal, que le rang de Général de division lui avait été accordé pour la campagne de Palestine et de Syrie et en tant que subordonné à son

³³ Voir Fromkin, p.345.

³⁴ Anderson, pp.333 et suiv. Au sujet du pavillon, voir Anderson, p.292 et Fromkin, p.315. Sykes avait présenté à Faysal plusieurs projets afin qu'il choisisse : Ce pavillon — rayé transversalement en noir, vert et blanc, avec un triangle rouge sur le côté gauche — est resté l'exemple de presque tous les drapeaux de l'espace arabe.

³⁵ Barr, p.62.

³⁶ Voir la note 20. Peu avant, le 30 septembre, un accord franco-anglais avait été signé selon lequel Georges-Picot mettait en place Allenby comme conseiller politique et quelques médiateurs entre celui-ci et Faysal., dans la zone d'influence française. Voir Andrew, pp.160 et suiv.

commandement, il lui intima donc l'ordre de disposer. Faysal obéit — et dut ensuite accepter les hommages d'une masse populaire aussi enthousiaste qu'inconsciente³⁷.

Lawrence, par contre, pria Allenby de lui accorder en revanche un congé. Il savait que désormais le combat continuerait sur d'autres plans et voulait se rendre à Londres pour y empêcher éventuellement encore la funeste appréhension qu'il avait exprimée un an auparavant dans une lettre à Sykes : « Je comprends foncièrement ce que nous devons possiblement vendre à nos petits amis pour payer nos grands amis.³⁸ »

Macabre expérience postérieure

Avec les négociations du traité de paix de Paris, Mark Sykes et François Georges-Picot passèrent à l'arrière-plan, quoique l'accord conclu par eux continuât d'agir. À présent, les dirigeants des puissances triomphantes durent s'unir entre elles. Tandis que Georges-Picot ne mourut qu'en 1951, à l'âge vénérable de 90 ans et connut encore les débuts de la carrière de son petit-neveu, Valéry Giscard d'Estaing [Le nom de celui-ci est par ailleurs le produit d'un « bricolage patronymique » dont le Canard Enchaîné fit des gorges chaudes en son temps ! *ndt*], Sykes décéda, dès le début des pourparlers, le 16 février 1919, à l'âge de 40 ans à peine, atteint de la grippe espagnole³⁹. Cette circonstance donna lieu à son corps, qui avait été placé et inhumé dans un cercueil de plomb scellé — de subir une expérience macabre, le 8 septembre 2008, lors de son exhumation dans un laboratoire spécialement équipé pour isoler le virus qui avait coûté la vie à des millions de personnes. « Nous étions tous unis, » déclara son petit-fils Christopher Sykes, au nom de la famille, « que ceci était une bonne chose qui devait être réalisée. Il est passablement fascinant qu'il pût encore venir en aide au monde, pour ainsi dire, même à l'état de cadavre.⁴⁰ » Cela donne à entendre, il est vrai à plus d'un que ce fut aussi la seule et unique fois.

Die Drei 4/2016.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Claudius Weise, né en 1971, étudia la germanistique, la philosophie et la comparatistique à l'Université Libre de Berlin. Ensuite activité de régisseur et dramaturge libre. De 2008 à 2014 collaborateur au *Forum Theater* de Stuttgart, enfin comme représentant de l'intendant. Depuis 2015 rédacteur principal responsable de la revue *Die Drei*.

³⁷ Anderson, pp.480 et suiv.

³⁸ Barr, p.63.

³⁹ Un ultime voyage au Proche Orient à l'automne de 1918 l'avait aidé quoi qu'il en soit, à un acquérir discernement tardif : « Quel que soit celui qui veut prendre possession de la Syrie devrait comprendre qu'un gouvernement indigène qui travaille mal, mais représente avec la perspective d'une amélioration, beaucoup plus de progrès réel qu'un état major européen, qui travaille avec ordre, mais n'apprend rien des populations de l'endroit. » Anderson, p.495.

⁴⁰ <http://www.independent.co.uk/health-and-families/health-news/a-cure-for-flu-from-beyond-the-grave-9.3.46.html>